

Le Royaume-Uni prêt à quitter la CEDH pour faciliter les expulsions de migrants ?

écrit par Monique B | 13 août 2023





Le ministre britannique de l'Immigration, Robert Jenrick, a évoqué la possibilité de retirer le Royaume-Uni de la Convention européenne des droits de l'homme pour faciliter les expulsions de migrants, suscitant un débat au sein du Parti conservateur, alors que les plans d'expulsion vers le Rwanda ont déjà été contrariés par la CEDH.

La sortie du Royaume-Uni de la CEDH évoquée

Manifestement agacé par les blocages juridiques empêchant de mettre enfin en œuvre l'expulsion de certains migrants vers le Rwanda, Robert Jenrick, ministre britannique de l'Immigration, a déclaré auprès de la radio anglaise Times Radio le 9 août que le gouvernement ferait « tout ce qui est nécessaire » pour y parvenir, y compris en retirant le Royaume-Uni de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH).

Cette éventuelle sortie du traité international signé en 1950 est avancée plus généralement par certains membres du Parti conservateur britannique comme une solution pour Londres de s'attaquer plus librement au problème des clandestins arrivant illégalement sur le territoire après avoir traversé la Manche à bord de petites embarcations. Un phénomène que le gouvernement de Rishi Sunak a eu jusqu'à présent bien du mal à endiguer malgré les effets d'annonce.

Les propos de Robert Jenrick constituent toutefois un tournant notable par rapport aux déclarations antérieures du gouvernement britannique, ce dernier ayant insisté à plusieurs reprises qu'il était en capacité de tenir la promesse de Rishi Sunak de « stopper les bateaux » de migrants illégaux sans avoir à sortir de la CEDH.

Des députés divisés sur l'adhésion à la CEDH

Pour l'instant, la position officielle de Londres consiste à rester dans la CEDH, un porte-parole cité par la BBC déclarant le même jour que « le gouvernement a clairement indiqué qu'il respecterait ses obligations en matière de traités internationaux ».

Mais les prises de paroles divergentes de hauts responsables politiques britanniques sont susceptibles de relancer le débat au sein du Parti conservateur sur la CEDH. L'adhésion du Royaume-Uni à cette convention divise par ailleurs les députés conservateurs.

Si le gouvernement britannique a également le pouvoir d'ignorer certaines injonctions provisoires de la CEDH relatives à la sécurité des frontières, certains députés conservateurs souhaitent que l'exécutif aille plus loin et se soustraie à d'autres obligations de la Convention européenne des droits de l'homme.

Rwanda : un plan d'expulsion contraire à la CEDH ?

Concernant le plan de relocalisation des migrants illégaux vers le Rwanda par les autorités britanniques, projet régulièrement évoqué depuis le mois d'avril 2022 tandis que Boris Johnson était encore Premier ministre, une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH, juridiction du Conseil de l'Europe chargée de veiller au respect de la Convention européenne des droits de l'homme) était venue rapidement contrecarrer les plans de Londres, déjà critiqués par l'ONU, ce qui eut pour conséquence d'annuler à la dernière minute le premier vol de renvoi de migrants à destination du Rwanda prévu au mois de juin 2022. De plus, la CEDH réclamait que la justice britannique examine la légalité du projet de loi.

Plus tard, le 29 juin 2023, ce même projet d'expulsion de demandeurs d'asile vers le Rwanda était jugé « illégal » [par la Cour d'appel de Londres](#). Dans une décision rendue par trois juges, la Cour avait ainsi annulé [une décision de la Haute Cour](#) qui avait précédemment statué que le Rwanda pouvait être considéré comme un pays tiers sûr vers lequel envoyer des demandeurs d'asile déboutés.

Par ailleurs, il était une nouvelle fois question de la CEDH dans le résumé du jugement du 29 juin, la justice britannique indiquant que l'envoi de ces clandestins au Rwanda constituerait une violation de la Convention européenne des droits de l'homme.

Crédit photo : DR (photo d'illustration)

[cc] [Breizh-info.com](https://www.breizh-info.com), 2023, dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine

<https://www.breizh-info.com/2023/08/11/223434/royaume-uni-cedh>

L